Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Comment l'Europe et la Russie pourront subsister à l'avenir

Par Karl Müller
Mondialisation.ca, 19 décembre 2010
Horizons et débats 19 décembre 2010

Région : L'Europe, Russie et CEI
Thème: Économie

Il y a 20 ans, le 21 novembre 1990, les représentants gouvernementaux de 32 pays européens – y compris l'Union soviétique d'alors – ainsi que des Etats-Unis et du Canada signaient dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE – aujourd'hui OSCE) la Charte de Paris. C'était une déclaration publique en vue de la création d'un ordre pacifique en Europe après la réunification des deux Etats allemands et la fin de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest (cf. Horizons et débats no 1 du 11/1/10)

A la suite du président Dimitri Medvedev, qui avait soumis une proposition fin 2009 en faveur d'un Accord européen de sécurité, reprenant ainsi les objectifs sécuritaires de la Charte de Paris, c'est au tour du Premier ministre du pays, Vladimir Poutine, de mettre en avant les dimensions économiques d'une possible coopération dans toute l'Europe (y compris la partie asiatique de la Russie – donc de Lisbonne à Vladivostock), en soumettant une proposition (cf. p. 4).

La Charte de Paris ne s'était pas contentée de promouvoir une coopération dans la politique sécuritaire au sens étroit du terme, mais aussi – sachant combien les deux domaines se recouvrent – pour un ordre économique inter étatique et une plus forte coopération économique dans toute l'Europe.

Le Premier ministre russe a soumis cette proposition à la « Süddeutsche Zeitung », en vue d'un débat organisé par cette dernière les 25 et 26 novembre à Berlin sous le titre de « IVe rencontre de dirigeants de l'économie », rassemblant 40 hommes politiques, dirigeants d'entreprises et scientifiques, en tant que conférenciers et participants à la Table ronde, de même que 300 personnes invitées.

La crise de 2008 est structurelle

Présentant ses propositions concrètes, le Premier ministre russe a constaté que « l'éclatement de la crise mondiale en 2008 n'était pas seulement dû au gonflement des « bulles » et à l'échec de la régulation des marchés mais qu'il était de nature structurelle ». Selon lui « le problème central consiste dans l'accumulation de déséquilibres mondiaux. Le modèle selon lequel un centre régional multiplie les emprunts et consomme des biens sans frein alors que l'autre produit des marchandises bon marché et rachète des dettes a échoué. En outre, la répartition de la prospérité est extrêmement inégale aussi bien entre les différents pays qu'entre les différentes couches de population, ce qui a ébranlé la stabilité de l'économie, provoqué des conflits locaux et paralysé l'aptitude au consensus de la communauté internationale dans le débat sur les problèmes urgents. » Poutine réclame

donc de s'engager dans une nouvelles voie, « de procéder à des réexamens, à évaluer les risques et à réfléchir à de nouvelles évolutions fondées non sur des valeurs virtuelles mais réelles. »

L'activité économique peut protéger la dignité humaine

En jetant un coup d'œil honnête sur les 20 années passées, on ne peut qu'approuver ce diagnostic. Les objectifs fixés dans la Charte de Paris par tous les gouvernements européens, mais aussi par ceux des Etats-Unis et du Canada, de promouvoir « une activité économique qui respecte et protège la dignité humaine, de développer des économies de marché « en vue d'une croissance économique durable, de la prospérité, de la justice sociale, du développement de l'emploi et de l'utilisation rationnelle des ressources économiques », de mettre l'accent sur le fait qu'il « est important et conforme à notre intérêt à tous que le passage à l'économie de marché réussisse dans les pays qui font des efforts en ce sens, afin que cette réussite nous permette de partager les fruits d'un accroissement de la prospérité auquel nous aspirons tous ensemble », ne furent pas pris sérieusement en compte et donc pas atteints.

On n'accorda pas suffisamment d'attention à l'exigence de « prendre en compte les intérêts des pays en développement » lors d'une coopération économique accrue au sein du processus CSCE.

Bien au contraire : au cours des dernières 20 années, les « vainqueurs » de la guerre froide ont tenté de transformer les Etats du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) en économies de marché, autrement dit de leur imposer une forme de capitalisme qui ne répondait pas à la volonté des peuples. Ce fut le sort de tous les peuples de l'Europe centrale orientale, de l'Europe du Sud-Est et de l'Est.

L'indépendance économique fait partie de la dignité humaine

C'est ce que durent vivre les Allemands de l'ancienne RDA, qui ne sont toujours pas considérés comme des citoyens de valeur égale dans un Etat commun. Car on ne leur accorda pas une des conditions fondamentales de liberté égale, soit l'autonomie économique (cf. Karl-Albrecht Schachtschneider : « Plaidoyer pour la citoyenneté », Horizons et débats n° 47 du 6 décembre ; ainsi que Peter Ulrich : « Integrative Wirtschaftsethik », p. 278 sqq : « Wirtschaftsbürgerrechte als Grundlage realer Freiheit für alle »). Encore 20 ans plus tard, la majorité des habitants de l'Est du pays dépendent encore de l'aide pécuniaire de l'Etat. On ne leur laissa pas le droit d'un gagne-pain sur place, c'est-à-dire là où vit leur famille, où ils ont leurs amis, dans leur environnement. Les 30 entreprises qui, selon l'ouvrage intitulé « Die Blaue Liste » [La liste bleue] de Wolfgang Schorlau, devaient leur rester sous forme de coopératives n'ont plus de valeur que comme mémorial de l'éthique économique. Alors qu'après 1990 presque l'entière structure économique de la RDA fut traitée comme une masse en faillite et qu'elle ne servit plus que d'ateliers pour les grandes entreprises ouest-allemandes, on n'a toujours pas réussi – ou peut-être ne l'a-t-on pas voulu – de mettre en place une structure économique saine, indépendante et offrant des emplois sûrs.

Il faut prendre conscience que n'est pas forcément fausse la thèse selon laquelle cette tragédie n'est pas qu'interallemande, mais bien une part d'un plus grand projet dans l'intérêt du capital financier, que donc l'Est de l'Allemagne, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Europe centrale orientale, de l'Europe du Sud-Est et de l'Europe de l'Est devait être

désindustrialisé et dépendre directement (par l'accumulation des dettes privées) ou indirectement (par l'accumulation des dettes publiques) de l'industrie de la finance.

Le Premier ministre russe parle, en se référant à l'UE, des « fruits pourris d'une désindustrialisation qui dure depuis de longues années » et du risque réel « d'un affaiblissement de ses positions sur les marchés industriels et de la haute technologie ».

Renforcer l'économie réelle plutôt que de produire des bulles financières

C'est pourquoi on comprend que Poutine propose une « politique industrielle commune » et demande de mettre en place une marche à suivre pour savoir « comment faire déferler une nouvelle vague d'industrialisation sur le continent européen » avec « la mise en œuvre de programmes communs de soutien aux PME opérant dans l'économie réelle ».

En vérité : la décadence des Etats-Unis et de la Grande Bretagne et la montée de la Chine et de l'Inde est l'image même du mensonge que fut la prétention des 20 dernières années qu'il fallait tout miser sur la finance. Cela provoqua une dépendance du capital financier et des lieux de production dans les pays lointains. C'est doublement dangereux. Car personne ne peut garantir que la monnaie dont nous croyons pouvoir encore disposer aujourd'hui gardera demain sa valeur et nous permettra encore de faire nos achats. L'argent ne nourrit pas.

Tout comme la formation et les sciences, une fourniture d'énergie sûre, en quantité suffisante et financièrement équilibrée sont de première importance pour l'avenir de l'Europe et de la Russie. Ces deux aspects sont aussi inclus dans la proposition de Poutine.

Des zones de libre-échange entre Etats qui se respectent sont aussi une garantie de paix

Lorsque Poutine écrit que « l'état actuel de la collaboration entre la Russie et l'UE ne correspond absolument pas aux défis auxquels nous sommes confrontés », il ressort que le Premier ministre vise une étude approfondie des forces en présence et des dangers dans la politique et l'économie du monde.

En août de cette année, lors de sa visite en Suisse, le président Medvedev avait proposé, de commun accord avec ses hôtes, de mettre en place une zone de libre-échange entre la Russie et l'AELE. Les négociations devront commencer dès janvier prochain, selon le secrétaire de l'AELE Kaare Bryn lors d'une interview le 22 novembre (www.nachhaltigkeit.org).

Cette proposition du Premier ministre russe pour une zone de libre-échange entre la Russie et l'UE fait partie d'une vision pour toute l'Europe, au profit des deux parties, assurant de surcroît la paix.

Réactions positives de l'industrie et des banques européennes

Les propositions du Premier ministre russe doivent être suivies de près. Comment expliquer les réticences de la chancelière allemande et de la bureaucratie de l'Union européenne ? Il ne s'agit sûrement pas de pressions venant de l'industrie et des banques européennes, car elles saluent les propositions de Poutine, d'autant plus que ce sont elles qui ont contribué au développement des échanges commerciaux entre l'UE et la Russie depuis l'an 2000 – l'année de crise 2009 n'ayant été qu'une parenthèse – passant de 86 milliards d'euros en 2000 à 282 milliards en 2008 (selon les indications d'Eurostat [76/2010] du 28 mai 2010). La

Russie est, après les Etats-Unis et la Suisse le troisième partenaire commercial de l'UE. Il y a toutefois encore beaucoup de possibilités de développement.

Le Premier ministre russe dénonça le système de visa entre la Russie et l'UE comme frein à la coopération, mettant en cause la politique et non pas l'économie. Il affirma lors d'un entretien avec des entrepreneurs allemands que « les autorités allemandes semaient les obstacles sur le chemin des investisseurs russes. (Ria Novosti du 29 novembre) La proposition actuelle du Premier ministre russe mérite qu'on s'y arrête, tout comme ce fut le cas de celle concernant un Traité européen de sécurité. Les dégâts causés en Europe au cours des 20 dernières années sur les plans politique, économique et social exigent une vision nouvelle. Le Premier ministre russe a soumis ses propositions, aux Européens de répondre de manière constructive.

La source originale de cet article est Horizons et débats
Copyright © Karl Müller, Horizons et débats, 2010

Articles Par : Karl Müller

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca